



**Assemblée générale Conseil de sécurité**

Distr.  
GENERALE

A/39/346  
S/16669

11 juillet 1984

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE  
Trente-neuvième session  
Point 31 de la liste préliminaire\*  
POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT  
SUD-AFRICAIN

CONSEIL DE SECURITE  
Trente-neuvième année

Lettre datée du 9 juillet, 1984 adressée au Secrétaire général  
par le Président du Comité spécial contre l'apartheid

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint un message spécial que m'a confié Sa Sainteté le Pape Jean-Paul II, le 7 juillet 1984, lors de l'audience qu'il m'a accordée.

Etant donné l'importance de ce message, je vous serais obligé, au nom du Comité spécial contre l'apartheid, de bien vouloir en faire distribuer le texte comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 31 de la liste préliminaire et comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité spécial  
contre l'apartheid,

(Signé) J. N. GARBA

A/39/50.

ANNEXE

Message daté du 7 juillet 1984, adressé au Président  
du Comité spécial contre l'apartheid par sa Sainteté  
le Pape Jean-Paul II

Monsieur le Président,

Chers amis,

1. J'ai accepté très volontiers de vous recevoir en audience, car j'ai vu dans votre requête la preuve que vous appréciez l'action menée par l'Eglise catholique pour défendre la dignité de la personne humaine, et notamment pour combattre toutes les formes de discrimination raciale.

Votre Comité n'est pas étranger en ces lieux, lui qui connaît bien les préceptes de l'Eglise maintes fois réitérés et la position du Saint-Siège sur la discrimination raciale et l'apartheid.

Il y a dix ans, le 22 mai 1974, mon prédécesseur Paul VI a reçu votre Comité et exposé les bases de l'engagement des chrétiens en faveur de la dignité humaine. La réunion d'aujourd'hui me donne l'occasion de souligner à nouveau les principes sur lesquels repose cet engagement. Dieu ayant créé l'homme "à son image" (Gén. 1:27), chaque personne humaine a une éminente dignité; il en découle en outre le principe de l'égalité fondamentale de tous les êtres humains. Pour l'Eglise, cette égalité, qui est inhérente à l'être humain, prend la dimension d'une fraternité particulièrement chaleureuse par le fait de l'Incarnation du Fils de Dieu, dont le sacrifice a racheté le genre humain. Pour l'Eglise, la Rédemption par le Christ confirme les droits et les devoirs de la personne humaine. C'est pourquoi toute forme de discrimination fondée sur la race, qu'elle soit pratiquée occasionnellement ou systématiquement, qu'elle vise des personnes ou des groupes raciaux, est absolument inacceptable. Comme le dit très clairement l'apôtre Saint-Paul : "Ici il n'y a ni Grec, ni Juif, ni circoncis, ni incirconcis, ni barbare, ni Scythe, ni esclave, ni libre, mais Christ est toutes choses en tous". (Col 3:11).

2. Malheureusement, comme j'ai dû le souligner à l'occasion de la célébration de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, le fléau de la discrimination raciale, sous ses diverses formes, continue de déshonorer notre époque. Il nie l'égalité fondamentale de tous les hommes et de toutes les femmes, qui a été proclamée dans les différentes Déclarations des Nations Unies mais qui participe avant tout de la divinité de Dieu. (21 mai 1984).

Je rappellerai également que Paul VI, dans son dernier message aux membres du corps diplomatique accrédités auprès du Saint-Siège, avait évoqué le conflit racial en Afrique et mentionné les tentatives visant à mettre en place des structures juridiques et politiques qui constituent une violation des principes du suffrage universel et de l'autodétermination des peuples. (14 janvier 1978).

Le Saint-Siège suit de très près l'évolution de la situation en Afrique australe et a manifesté à maintes reprises son souci de voir respectés les droits des personnes et des peuples qui y vivent.

3. Je voudrais à ce propos m'arrêter sur deux aspects bien précis du problème existant dans cette partie du monde. Il s'agit de deux questions qui touchent à des sujets complexes, graves et difficiles, mais qui revêtent une importance capitale pour l'avenir de la région et le bien-être de ses habitants. Je veux parler de la question de l'indépendance de la Namibie que j'ai déjà évoquée devant le corps diplomatique le 14 janvier dernier, et de celle des déplacements massifs de population en Afrique du Sud.

Si j'évoque aujourd'hui ces deux questions, ce n'est pas parce que le Saint-Siège a des propositions politiques à présenter. Certes, il n'ignore pas les nombreuses implications politiques qui existent à cet égard, mais l'attention qu'il porte à ces questions se situe sur un autre plan. Il s'agit de la personne humaine. Et c'est de ce point de vue que l'on doit s'inquiéter profondément de ce qui se passe, car les individus et les communautés portent le poids de très grandes souffrances. L'Eglise catholique, fidèle à la mission qu'il lui a été donné d'accomplir en ce monde, partage ces souffrances; elle ne peut garder le silence devant elles, car alors, elle ne serait plus le témoin de l'amour au service des hommes. Ayant reçu de son divin Fondateur la Bonne Nouvelle, l'Eglise doit proclamer bien haut le message de salut et de dignité humaine et condamner l'injustice et les atteintes à cette dignité.

Le Saint-Siège espère, en ce qui concerne la Namibie que les négociations qui durent depuis bien longtemps pourront aboutir sans trop tarder à des décisions claires qui sanctionneront sans équivoque le droit de cette nation à la souveraineté et à l'indépendance. Ce sera un grand pas vers le rétablissement de la paix dans la région, et une notable marque de réconciliation entre les différentes populations. Ce sera aussi une manifestation exemplaire de respect des principes du droit international, qui ne manquera pas d'avoir des effets positifs sur d'autres conflits, en Afrique et ailleurs.

Il semble que les accords qui ces temps derniers ont ponctué les relations entre plusieurs pays d'Afrique australe représentent un pas dans cette direction. Mais il est capital que, par ailleurs, les autorités civiles et militaires en territoire namibien pratiquent dans leur conduite le respect des droits des habitants, même dans les situations d'affrontement.

En ce qui concerne la seconde question que j'ai évoquée, les déplacements massifs de ressortissants sud-africains vers les zones de résidence que le gouvernement leur a assignées, l'Eglise catholique locale a déjà protesté, car ce sont là des méthodes qui portent gravement atteinte aux droits de la personne humaine, et qui ont aussi des répercussions extrêmement nocives sur la vie familiale et la structure sociale.

Une initiative œcuménique commune a été prise par la Southern Africa Catholic Bishops' Conference et le South African Council of Churches afin d'attirer l'attention de l'opinion publique et des organisations internationales sur ces faits, qui sont le résultat du système d'apartheid. Pour sa part, le Saint-Siège s'inquiète de l'emploi de moyens qui atteignent des individus et des communautés entières dans leur dignité. Il espère très vivement que l'on instituera une autre politique, afin que soient épargnées à cette population, qui a déjà été si durement éprouvée, et qui se voit systématiquement refuser avec le plus cynique mépris le

droit d'être traitée sans discrimination, de nouvelles souffrances et d'autres tragédies. Le Saint-Siège souhaiterait aussi que l'on modifie cette politique pour éviter plus tard d'autres répercussions catastrophiques; il le faut pour le bien véritable de tous les habitants de la région et pour la paix du monde.

4. Mes bien chers amis, le difficile travail que vous accomplissez demande de la fermeté dans la défense des principes et de la prudence dans le choix des moyens qui vous permettront d'atteindre le but que vous vous êtes fixés. Soyez assurés que l'Eglise, qui de son côté n'oublie pas ses responsabilités et son rôle, vous accompagne tout au long de ce difficile chemin et qu'elle est prête à soutenir toute action visant à éloigner la tentation de la violence et à trouver une solution au problème de l'apartheid dans un esprit de dialogue et d'amour fraternel et dans le respect des droits des parties en présence.

Puisse le Tout-Puissant inspirer la bonne volonté à tous ceux qui sont en cause et aider ceux qui détiennent les responsabilités à prendre des décisions sages, afin que la justice et la paix prévalent dans cette région du monde. C'est la dignité de la personne humaine et le bien de l'humanité tout entière qui sont en jeu.

Le Vatican, 7 juillet 1984

(Signé) Joannes Paulus II

-----

